



Le président Hollande se réjouissait du délai de deux ans accordé par la Commission européenne à la France en vue de la réduction de ses déficits. Un doux air de victoire planait dans les couloirs de l'Elysée. C'était sans compter sur les contreparties ! Bruxelles a exigé, entre autres refontes structurelles, une réforme des retraites d'ici la fin de l'année. Le gouvernement, en bon soldat, prévoit une conférence sociale pour les 20 et 21 juin. La réforme sera pour l'automne.

Trois arguments ont été martelés pour préparer les esprits. Le déficit de la branche retraites de la Sécurité sociale est évalué à 20 milliards en 2020. A l'horizon, 2060, il y aurait 42 millions de nouveaux retraités, soit 7,6 retraités pour 10 actifs. « Les Français vivent plus longtemps, il faut travailler plus longtemps ! ».

Et voilà que survient le rapport Moreau ! Rien de mieux qu'une commission d'experts pour se dédouaner de toute responsabilité politique ! Des fuites, savamment orchestrées, ont donné un avant-goût. La remise du rapport le vendredi 14 juin au premier ministre confirme nos peurs. Oui cette réforme s'inscrit dans la continuité de celle de 2010 !

La commission propose l'allongement de la durée de cotisation à 44 ans (41,5 aujourd'hui) ou le recul de l'âge légal à la retraite à 63 ou 65 ans. Elle prévoit la dévalorisation des pensions en fiscalisant la majoration de 10% des pensions pour les parents de trois enfants (et plus) et via la sous-indexation des pensions par rapport à l'inflation. Enfin le rapport appelle au

rapprochement entre les régimes public et privé : le calcul des pensions des fonctionnaires sera fondé sur les dix dernières années au lieu des six derniers mois.

Ces mesures détruiraient notre modèle social. Elles sont de plus économiquement injustifiées :

> L'espérance de vie en bonne santé est de 61,8 ans. Si nous vivons plus longtemps, c'est notamment parce que nous travaillons moins longtemps.

> La population française augmente. Le pays compte presque deux fois plus de jeunes (30% de la population a moins de 25 ans) que de personnes âgées (16,4% a plus de 65 ans). En 2060, le progrès technique aura permis d'accroître considérablement la productivité du travail - ce qui réduit le besoin d'équilibre démographique entre actifs et retraités.

> Le déficit est un leurre ! Il ne représente que 3% maximum du PIB et augmente en partie à cause de la baisse de la part des cotisations patronales depuis 25 ans au profit de la spéculation financière.

> L'allongement de la durée de cotisation est absurde. 60% des personnes sont au chômage quand elles liquident leur droit à la retraite et l'entrée sur le marché du travail se fait de plus en plus tard. L'allongement de la durée de cotisation consacre donc l'inactivité des seniors, creuse le déficit de l'assurance chômage. De plus, elle multiplie les retraites incomplètes et contribue à la baisse des pensions.

Cinq réformes en vingt ans, quatre en dix ans et toujours la même orientation ! L'objectif inavouable est de forcer à cotiser pour des retraites complémentaires et par capitalisation. En effet, les pensions baisseront contraignant les travailleurs à se tourner vers des assurances privées. C'est donc la privatisation des caisses de protection sociale qui se préfigure à l'instigation des néo-libéraux. Depuis l'échec de la réforme Juppé en 1995, qui proposait de réformer le régime des retraites dans un « paquet » législatif, les politiques publiques sont incrémentales. Petit à petit, elles démantèlent les acquis sociaux. Cette stratégie empêche l'opinion d'avoir une vision d'ensemble.

Ainsi cette réforme est loin d'être la dernière. Bientôt, l'âge légal passera à 67 ans, la durée de cotisation à 46 ans. La baisse des pensions poursuivra son cours. Les mêmes arguments seront réutilisés. Les chiffres seront adaptés aux circonstances. Une suivante continuera le travail et ainsi de suite, jusqu'à que la caisse des retraites soit vidée de son contenu, de ses

compétences. Alors on nous dira que le régime de retraite est obsolète, qu'il faut liquider cette structure inutile. Mais il sera déjà mort depuis longtemps.

A nous d'informer, de conscientiser dans les assemblées et dans la rue pour faire capoter le projet ! Pour lutter contre ce triste avenir qu'on nous prépare !